

# Introduction

**Emmanuel Debono**

DANS **ARCHIVES JUIVES 2022/2 Vol. 55**, PAGES 4 À 9  
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0003-9837

ISBN 9782130834571

DOI 10.3917/ajl.552.0004

Date de mise en ligne : 14/11/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-archives-juives-2022-2-page-4?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Introduction

EMMANUEL DEBONO

La fin du régime Vichy et de l'occupation allemande n'a pas signifié le reflux définitif des manifestations antisémites dans la société française. Lorsqu'Edgar Morin, dans son enquête sur la rumeur d'Orléans, estime en 1970 que « l'holocauste [a] valu au juif une immunité de vingt ans<sup>1</sup> », il ne rend pas compte de la persistance du phénomène dans l'après-guerre, sous des formes discrètes mais aussi, de temps à autre, virulentes<sup>2</sup>. Il est certain que l'on ne retrouve pas cet étiage des années 1930 auquel on continue de se référer aujourd'hui lorsque l'on souhaite caractériser une situation ressentie comme inédite, marquée par l'émanation d'idées « nauséabondes », d'attitudes « décomplexées », qui font craindre de revivre « les heures les plus sombres » de notre histoire et le retour de la « bête immonde ».

Après 1945, les préjugés antisémites s'expriment dans les milieux nationalistes, qui usent souvent de précautions oratoires. Rétablie en 1944, la loi du 21 avril 1939, dite « loi Marchandeanu », qui permet de poursuivre devant les tribunaux l'injure et la diffamation « raciale », inspire des attaques détournées, parfois codées, sans toutefois décourager l'extrémisme ou le national-populisme, avec le mouvement Poujade par exemple. Chemine par ailleurs, dans la société française, une prise de conscience des effets destructeurs du racisme et de l'antisémitisme. La persécution antijuive, sans connaître encore la mise en avant médiatique et la résonance dans l'espace public qui seront les siennes par la suite, a laissé des traces dans le paysage français, la mémoire collective, la conscience sociale. Des formes contemporaines de racisme comme la ségrégation raciale aux États-Unis ou l'apartheid en République sud-africaine étalonent la haine : parce qu'elles renvoient, consciemment ou inconsciemment, à un âge obscur, barbare, honteux, elles suscitent désormais en France, avec plus de rapidité, d'ampleur et de visibilité que par le passé, le scandale et l'indignation. L'action du monde associatif, des anciens résistants et déportés, ainsi que des militants antiracistes, a considérablement contribué à cette évolution<sup>3</sup>.

En faisant référence à la fin d'une « immunité », Edgar Morin témoigne toutefois, avec justesse, d'un tournant : à l'aube des années

1970, la société française connaît une recrudescence notable de l'antisémitisme. La guerre des Six Jours en est l'événement déclencheur. Comme lors des deux crises précédentes, l'affaire Dreyfus et la résurgence antijuive des années 1930, le contexte national ou international est soudainement dominé par une actualité liée au judaïsme, qui repose la question de l'aptitude des juifs à s'intégrer dans un État-nation. En d'autres termes, la question juive revient à mots plus ou moins feutrés dans le débat public.

Ce nouveau « moment antisémite <sup>4</sup> », moins intense que les précédents, se caractérise cependant par une même diversification des formes d'agressions et une même dissémination dans le champ social : ainsi l'antisémitisme n'est-il plus circonscrit aux milieux militants, idéologisés, traditionnellement engagés dans la lutte contre le judaïsme. Des formulations ambiguës ou manifestement hostiles, qui relèvent du stéréotype ou du préjugé, sont à nouveau repérables dans des paroles, des discours, y compris officiels, des tribunes, des essais ou des actes. « Les juifs », considérés comme un tout théorique, voire fantasmagorique, inspirent des interrogations nourries de sous-entendus et d'attitudes conniventes. Qui sont-ils ? Où se cachent-ils ? Sont-ils loyaux ? Que préparent-ils ? La critique de l'État d'Israël s'érige en une pensée philosophique et politique, l'antisionisme, qui dérive en attaques singulières et systématiques, dont Léon Poliakov a pu noter assez tôt la nature antisémite <sup>5</sup>. C'est par l'angle de la critique, sa dimension répétitive, le choix des mots et des images, que chemine, à travers la critique du sionisme, l'antisémitisme. Il jette le soupçon et la suspicion sur une catégorie de citoyens français perçus dans une altérité. De « juifs », ils deviennent déjà, dans la langue de certains, des « sionistes ». La critique de la politique israélienne a une portée d'autant plus remarquable qu'elle repose sur des arguments politiques et moraux : la souveraineté française, l'antiracisme, la lutte contre le colonialisme, la défense du droit international. Il est, de fait, souvent difficile de percevoir les préjugés qui se logent dans certains commentaires d'actualité. C'est le propre de l'antisémitisme que de rebâtir constamment le cadre de sa « légitimité ». Ruse et automystification en sont les instruments, distillant l'idée que les juifs ne sont jamais complètement innocents, qu'ils peuvent être critiqués collectivement et faire l'objet d'un traitement d'exception.

La période qui s'ouvre avec la guerre des Six Jours renoue avec ces dynamiques qui mettent en doute la francité des juifs. Les événements

au Proche-Orient soulèvent des passions qui ne concernent pas seulement les juifs dans la population française. Le destin d'Israël intéresse les Français dans leur ensemble, la politique extérieure subissant, à partir de juin 1967, un infléchissement qui dérouta une part notable de l'opinion : l'amitié France-Israël est mise en sommeil par le gouvernement qui n'entend pas, officiellement, prendre parti dans ce nouveau front de la guerre froide. C'est toutefois le sentiment que se joue, en pareilles circonstances, la survie de l'État fondé en 1948, qui exacerbe les passions. L'abondance de réactions et de commentaires est statistiquement propice à la formulation d'opinions qui, sur le terrain miné de l'identité et de l'appartenance, dérivent avec une facilité désarmante dans l'essentialisation ethnique.

Des Français juifs passionnés et engagés, il y en a, réprouvant fermement la politique extérieure française. Une minorité milite dans les rangs du mouvement sioniste Betar, pour affronter physiquement, notamment sur les campus universitaires, les militants pro-Palestiniens. Une radicalité s'exprime, que condamnent d'autres Français juifs, appelant à un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et incriminant les défenseurs inconditionnels de la politique israélienne. Dans le feu de l'actualité, la perception des nuances s'estompe toutefois, favorisant la remontée et l'expression de clichés préjudiciables au judaïsme français.

Ce climat s'installe durablement, non strictement corrélé aux opérations et épisodes militaires successifs qui se déroulent au Proche-Orient – ou au terrorisme qu'ils suscitent –, mais incontestablement fluidifié par eux. Il existe une propagande antisioniste distillée par l'Union soviétique qui, à la même époque, discrimine ses citoyens juifs. Elle est aussi le fait de milieux pro-Palestiniens, de franges politiques extrémistes, sans s'y limiter catégoriquement. Les milieux nationalistes demeurent quant à eux fidèles à un héritage idéologique qui dénonce la « ploutocratie », la prétendue concentration entre les mains d'une élite juive des pouvoirs politique, économique ou encore médiatique. Le Front national, fondé en 1972 par d'anciens collaborateurs et collaborationnistes, convaincus de l'action nocive des juifs, incarne cette volonté de remettre l'ouvrage sur l'établi, vingt-cinq ans après la fin de la guerre <sup>6</sup>. Le poids de Vichy et de la collaboration, dans un contexte de réveil de la mémoire juive, depuis le début des années 1960, est sujet à des rémanences significatives dont certaines résonnent de manière sinistre dans l'espace médiatique <sup>7</sup>. Le négationnisme, dont les racines sont anciennes, trouve ainsi dans les années 1970 les conditions qui l'encouragent à sortir de

sa marginalité. Certains travaillent sciemment à dégrader la figure de la victime juive. La loi contre le racisme promulguée le 1<sup>er</sup> juillet 1972 dans un contexte d'affirmation du racisme anti-immigrés contribue certes à faire progresser une norme antiraciste dans la société et à abaisser le seuil de tolérance vis-à-vis des actes racistes et antisémites. Elle n'a toutefois pas le pouvoir d'éteindre les attaques idéologiques, pas plus que de faire disparaître le soupçon, le mépris et les rumeurs.

Parmi divers temps forts, la réédition de *Mein Kampf*, en 1978, par les Nouvelles éditions latines apparaît comme le signe d'une évolution<sup>8</sup>. À cette époque, il existe une littérature révisionniste voire négationniste, à laquelle est faite une certaine publicité, comme à l'occasion de l'invitation sur le plateau de France Culture de Jean-François Chiappe, le 22 décembre 1977. Le directeur de *Rivarol* affirme alors qu'il y a eu tout au plus 700 000 victimes juives au cours de la guerre... Au mois d'août 1977, c'est une lettre de Robert Faurisson qui a été publiée dans la revue grand public *Historia*, dans laquelle le maître de conférences en littérature comparée de l'Université de Lyon II évoque les prétendues incohérences techniques des chambres à gaz. Des manifestations néonazies se multiplient ainsi que les agressions ciblant certaines associations (Ligue internationale contre l'antisémitisme, Ligue des droits de l'homme, Amicale Mauthausen, Fédération des sociétés juives de France...). Le 11 juin 1978, trois bombes explosent au siège du Club Méditerranée, à Paris, faisant un blessé léger. La revendication de l'attentat par le « Front de libération nationale français » a été faite au téléphone auprès de l'AFP :

Nos attaques successives contre le Club Méditerranée ne sont qu'un acte de résistance à l'occupation juive. De 350 000 en 1939, ils sont maintenant, après les « camps de la mort », un million. Nous n'avons pas lutté contre l'occupation allemande pour subir sept millions de juifs, d'Arabes et de nègres<sup>9</sup>.

Des faits et des faisceaux d'indices pourraient être égrenés sur l'ensemble de la décennie 1970. L'Histoire ne s'écrit toutefois pas par l'addition d'événements d'inégale portée. Une telle approche donnerait l'impression d'une catastrophe imminente, par de multiples effets-loupe et le tissage de relations arbitraires entre des faits sans lien les uns avec les autres. Il n'en reste pas moins que cette chronique est réalisable, ce qui constitue en soi un indice d'importance : la presse communautaire, les organes antiracistes, la recherche systématique des traces et souvenirs laissés par ces faits font clairement apparaître des argumentations, des controverses et incidents multiples qui attestent un net regain du phénomène.

Ce dossier d'*Archives juives* consacré à l'antisémitisme dans les années 1970 n'a pas la prétention de rendre compte de ses multiples dimensions ni de procéder à une hasardeuse quantification. Comme pour la période d'après-guerre, l'histoire de ces années reste à écrire. Des éléments épars figurent dans une bibliographie qui traite de l'histoire des juifs ou de l'antisémitisme dans des temporalités variables, qui ne mettent pas nécessairement l'accent sur ce tournant des années 1970<sup>10</sup>.

Les contributions de ce dossier illustrent ce nouveau antisémite par la voie de l'antisionisme, du négationnisme ou encore le retour d'un refoulé, à travers la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Stéphanie Courouble Share aborde en premier lieu le thème du négationnisme, en soulignant le fait que les années 1970 constituent sur ce plan une « décennie charnière ». Retraçant la généalogie d'une idéologie dont elle montre le caractère profondément transnational, au point de vue de sa construction, la chercheuse étudie comment cette rhétorique peine alors à être analysée et considérée par les observateurs contemporains pour ce qu'elle est : de l'antisémitisme pur et simple.

Dans un deuxième texte, j'ai souhaité rendre compte de l'onde de choc produite en France par la guerre des Six Jours et les propos tenus par le général de Gaulle lors de sa conférence de presse du 27 novembre 1967. Cette étude est volontairement centrée sur quelques mois des années 1969 et 1970, afin de montrer l'emprise manifeste et la résonance durable d'une critique du sionisme qui prend bien souvent les traits de l'antisémitisme.

Jérémy Guedj se penche ensuite sur la manière dont le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), l'une des principales organisations antiracistes de l'après-guerre, a appréhendé la question de l'antisémitisme dans la société française durant la décennie. Cette plongée dans l'organe de presse de l'association, *Droit et Liberté*, permet de préciser la manière de produire de l'information et des discours à son sujet, au moment où le mouvement antiraciste évolue considérablement dans sa sociologie et ses combats.

Enfin Denis Charbit s'intéresse au cas d'Alfred Fabre-Luce, homme de lettres condamné à dix ans de dégradation nationale à la Libération pour faits de collaboration, puis amnistié en 1953. Dans un contexte de renouvellement idéologique de l'antisémitisme incarné par le négationnisme et la Nouvelle Droite, l'auteur publie, en 1979, un essai intitulé *Pour en finir avec l'antisémitisme*, qui s'apparente nettement à une volonté de donner à celui-ci une nouvelle légitimité.

Il est admis que l'antisémitisme connaît une recrudescence vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du conflit israélo-arabe, sans que ce phénomène soit toujours exactement définie dans le temps et l'espace. Ce dossier entend aider à mieux situer les manifestations, débats et clivages survenus dans le sillage de la guerre des Six Jours, ouvrant la voie à ce que Pierre-André Taguieff dénommera par la suite « nouvelle judéophobie <sup>11</sup> ». En cela, les années 1970 témoignent d'une modernité certaine, dont les effets se font sentir jusqu'à aujourd'hui.

## NOTES

1. Edgar Morin, *La Rumeur d'Orléans*, Paris, Éditions du Seuil, 1969, « Préface à l'édition de 1970 », p. 13. Sur la rumeur, partie d'Orléans en mai 1969, selon laquelle des femmes auraient disparu dans des cabines d'essayage de boutiques appartenant à des commerçants juifs, voir dans ce dossier : Emmanuel Debono, « De la lutte contre le sionisme à l'antisémitisme. L'ancrage d'une passion dans la société française (1969-1970) ».
2. Voir notamment *Archives juives*, *Revue d'histoire des Juifs de France*, 2016/2 (Vol. 49), « L'antisémitisme en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale » ; Emmanuel Debono, *Le Racisme dans le prétoire : Antisémitisme, racisme et xénophobie devant la justice*, Paris, PUF, 2019.
3. Johannes Heuman, « Comme les Juifs sous l'Occupation ». La mémoire de la Shoah dans la lutte antiraciste en France, 1944-1967 », *Archives juives*, *Revue d'histoire des Juifs de France*, 2018/2 (Vol. 51), p. 39-58.
4. Pierre Birnbaum, *Le Moment antisémite : Un tour de la France en 1898*, Paris, Fayard, 1898.
5. Léon Poliakov, *De l'Antisionisme à l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.
6. Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Paris, Éditions du Seuil, 2014.
7. On songe en particulier à la recherche des anciens responsables nazis et des responsables français de la persécution antijuive. Voir par exemple Beate et Serge Klarsfeld, *Mémoires*, Paris, Flammarion, 2015.
8. Emmanuel Debono, « Le procès de la réédition de *Mein Kampf* », in *Francia*, n° 47, 2020, p. 473-484.
9. *Le Monde*, 13 juin 1978.
10. Voir par ex. : Léon Poliakov (dir.), *Histoire de l'antisémitisme (1945-1993)*, Paris, Éditions du Seuil, 1994 ; Simon Epstein, *L'Antisémitisme français aujourd'hui et demain*, Paris, Belfond, 1984 ; Michel Winock, *La France et les Juifs : De 1789 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2005 ; David Schapira, *Les Antisémitismes français. De la Révolution à nos jours*, Paris, Le Bord de l'eau, 2011.
11. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002.